



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA
PRÉFECTURE DE LA MEUSE**

Recueil N° 120

24/10/2022

- SOMMAIRE -

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Arrêté n°2022-9184-2022-DDT/CSDT du 21/10/2022 portant agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.

Arrêté n° 2022 -9186 du 21 octobre 2022 réglementant les usages de l'eau en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département de la Meuse.

SERVICES DÉCONCENTRÉS DE L'ÉTAT

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES FINANCES PUBLIQUES**

Arrêté n° 2022-27 portant décision de délégations de signature pour le Pôle Pilotage du Réseau et des Missions.

Arrêté n°2022-28 portant décision de subdélégation de signature en matière domaniale.

RÉGION GRAND-EST

**DIRECTION DE L'ADMINISTRATION
PÉNITENTIAIRE DIRECTION INTERRÉGIONALE
DES SERVICES PÉNITENTIAIRES -STRASBOURG
GRAND EST**

CENTRE DE DÉTENTION DE MONTMÉDY

Arrêté du 21 octobre 2022 portant délégation de signature.

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PRÉFECTURE DE LA MEUSE - ISSN 0750-3969

Directeur de la publication : M. le secrétaire général de la préfecture de la Meuse

RÉALISATION ET COMPOSITION : BUREAU DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ

pref-raa@meuse.gouv.fr – 03.29.77.56.16

Le recueil des actes administratifs est consultable sur le site internet de la Préfecture :

www.meuse.gouv.fr

**Arrêté n° 9184-2022-DDT/CSDT du 21/10/2022
portant agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite
des véhicules à moteur et de la sécurité routière**

La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de la route, notamment ses articles L.213-1 à L.213-9 et R.213-1 à R.213-6,
- Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;
- Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;
- Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Pascale TRIMBACH, Préfète de la Meuse ;
- Vu l'arrêté du Premier ministre en date du 24 février 2021 nommant Monsieur Sylvestre DELCAMBRE, Directeur Départemental des Territoires de la Meuse ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 15 mars 2021 portant délégation de signature du pouvoir adjudicateur à Monsieur Sylvestre DELCAMBRE, directeur départemental des territoires de la Meuse ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2021 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale de la direction départementale des territoires de la Meuse ;

Considérant la demande présentée par Monsieur LEBRUN Raphaël, en date du 09 octobre 2022, en vue d'être autorisé à exploiter un établissement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière pour les catégories AM option quadricycle, B\B1.

Considérant que pour les catégories sollicitées, la demande remplit les conditions réglementaires ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires

Arrête :

Article 1er – Monsieur LEBRUN Raphaël est autorisé à exploiter, sous le numéro E0205501220, un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé « AUTO ECOLE KAPPA » situé au 9 rue Saint Pierre 55100 VERDUN.

Article 2 – Cet agrément est délivré pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Sur demande de l'exploitant présentée deux mois avant la date d'expiration de la validité de son agrément, celui-ci sera renouvelé si les conditions requises sont remplies.

Article 3 – Au vu des moyens de l'établissement, celui-ci est habilité, à dispenser les formations pour les catégories de permis AM option quadricycle, B\B1.

Article 4 – En cas de changement d'adresse ou de reprise du local par un autre exploitant, une nouvelle demande d'agrément devra être présentée deux mois avant la date du changement ou de la reprise.

Article 5 – Avant toute extension de l'activité de formation à une nouvelle catégorie, l'exploitant est tenu d'adresser une demande de modification du présent arrêté.

Article 6 – L'exploitant est tenu de signaler tout abandon d'activité en vue du retrait du présent agrément.

Article 7 – Toute modification de la liste des enseignants de l'établissement doit être signalée, sans délai, au Bureau Éducation Routière.

Article 8 – L'agrément peut être suspendu ou retiré, à tout moment, dans les conditions fixées aux articles 12 à 14 de l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.

Article 9 – Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 susvisé.

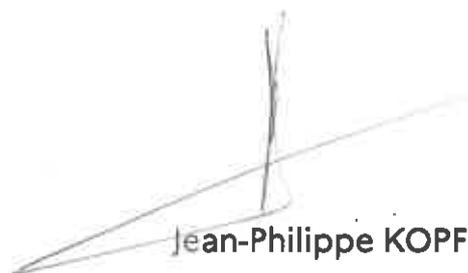
Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant au bureau éducation routière.

Article 10 – Le Directeur départemental des territoires est chargé de l'exécution du présent arrêté dont mention sera insérée au recueil des actes administratifs, et copie sera adressée pour information :

- au Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Meuse,
- à Monsieur le Directeur départemental de la sécurité publique de la Meuse,
- à Monsieur le maire de Verdun.

Fait à Bar le Duc, le 21/10/2022

La Préfète,
Pour la préfète et par délégation,
Le Chef de bureau Éducation
routière



Jean-Philippe KOPF

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5 place de la carrière – Case Officielle n°20038 – 54036 NANCY CEDEX, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Madame la Préfète de la Meuse - 40 rue du Bourg CS 30512 - 55012 BAR LE DUC cedex, ou d'un recours hiérarchique auprès du directeur départemental des territoires, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers.

La décision de rejet, expresse ou tacite – née du silence de l'autorité administrative à l'issue du délai de deux mois à compter de la réception du recours gracieux auprès de Madame la Préfète de la Meuse- 40 rue du Bourg CS 30512-55012 BAR LE DUC CÉDEX ou hiérarchique auprès de M. le Ministre de l'Intérieur- Délégation à la sécurité et à la circulation routière – Sous-Direction de l'éducation routière – Place Beauvau – 75800 PARIS CÉDEX 08, – peut faire l'objet, avec la décision contestée, d'un recours contentieux dans les conditions indiquées ci-dessus



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté n° 2022 - 9186 du 21 octobre 2022
réglementant les usages de l'eau en vue de la préservation de la ressource
en eau dans le département de la Meuse**

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques**

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.211-2 à L.211-3, L.214-7, L.215-7, R.211-66 à R.211-70 et R.216-9 ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L.1321-1, L.1324-5 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2212-2 et L2212-5 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Pascale TRIMBACH , Préfète de la Meuse ;

VU le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

VU l'arrêté du 18 mars 2022 de la préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et sécurité Est, préfète coordonnatrice du bassin Rhin-Meuse, préfète du Bas-Rhin, portant approbation des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondant ;

VU l'arrêté du 23 mars 2022 du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU l'arrêté n° 2022-005 du 5 janvier 2022 du préfet de la région Grand Est, préfet coordonnateur du bassin Rhin-Meuse, portant orientation pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse sur le bassin Rhin-Meuse ;

VU l'arrêté cadre n° 2015 103-0014 du 13 avril 2015 du préfet de la région Île-de-France, préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie préconisant des mesures coordonnées de gestion de l'eau sur le réseau hydrographique du bassin en période de sécheresse et définissant les seuils sur certaines rivières entraînant des mesures de limitation provisoire des usages de l'eau et de surveillance sur ces rivières et leur nappe d'accompagnement ;

VU l'instruction de la ministre de la Transition écologique et de la secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique, chargée de la biodiversité du 27 juillet 2021 relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique ;

VU l'arrêté n° 2022-9020 du 12 mai 2022 portant composition du Comité Ressource en Eau ;

VU l'arrêté départemental n° 2022-9046 du 23 mai 2022 fixant un cadre pour la mise en œuvre des mesures de limitation ou suspension provisoire des usages de l'eau provenant des nappes souterraines, des cours d'eau et de leurs nappes d'accompagnement dans le département de la Meuse ;

VU le bulletin de suivi de l'étiage de la DREAL Grand Est en date du 18 octobre 2022 ;

VU les avis des membres du Groupe technique en date du 21 octobre 2022 ;

Considérant que l'évolution de la situation nécessite l'adaptation des mesures pour assurer une surveillance accrue des conditions hydrographiques et de limiter certains usages de l'eau afin d'éviter des risques de pénurie en eau potable et de continuer à satisfaire les usages prioritaires ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Objet

L'arrêté n° 2022-9161 du 23 septembre 2022 est abrogé.

Le présent arrêté a pour objet de faire appliquer les mesures de restrictions des usages de l'eau provenant des nappes souterraines, des cours d'eau et de leurs nappes d'accompagnement conformément à l'arrêté cadre départemental du 23 mai 2022 pour les unités hydrographiques en fonction de l'état de sécheresse. Les différents bassins versants sont placés en situation de :

| Zone de référence – bassins versants | Situation |
|--------------------------------------|-----------|
| Meuse | ALERTE |
| Moselle | ALERTE |
| Chiers | ALERTE |
| Aisne amont | ALERTE |
| Saulx-Ornain | ALERTE |

La liste des communes concernées par la zone d'alerte renforcée figure aux annexes 1, 2, 3, 4 et 5 du présent arrêté.

La cartographie correspondante figure quant à elle à l'annexe 6 du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Champ d'application des restrictions d'usage

Les mesures de restrictions présentées ne s'appliquent pas dans le cadre d'impératifs liés à la sécurité civile (lutte contre l'incendie en particulier), et à des impératifs sanitaires.

Les mesures de restrictions ne s'appliquent pas si l'eau provient de réserves constituées par un recueil d'eaux pluviales ou de recyclage.

Des mesures plus restrictives peuvent être prises par arrêté municipal si l'état de la ressource sollicitée par le réseau d'eau potable le nécessite.

ARTICLE 3 : Mesures à l'échelle départementale

Sur l'ensemble du département de la Meuse, l'ouverture des poteaux et bouches de défense incendie pour tout autre usage que la défense incendie est interdite sans l'autorisation préalable du gestionnaire.

L'abreuvement des troupeaux est une priorité. Cependant, les prélèvements doivent néanmoins respecter les règles d'usage.

ARTICLE 4 : Mesures de restriction d'usage

Des mesures de restrictions d'usage sont mises en place pour les bassins versants selon l'article 1 du présent arrêté :

Légende des usagers : P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole

| | Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | P | E | C | A |
|---|--|---|---|---|---------------|---|---|---|---|
| 1 | Arrosage des pelouses, massifs fleuris. | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau. | Interdiction entre 11h et 18h. | Interdiction. | | x | x | x | x |
| 2 | Arrosage des jardins potagers. | | Interdiction entre 11h et 18h. | Interdiction entre 9h et 20h. | | x | x | x | x |
| 3 | Arrosage des espaces verts. | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau. | Interdiction entre 11h et 18h sauf arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 1 an | Interdiction entre 9h et 20h sauf arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 1 an | Interdiction. | x | x | x | x |
| 4 | Remplissage et vidange de piscines privées (de plus d'1 m ³). | | Interdiction de remplissage sauf remise à niveau et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions. | Interdiction. | | x | | | |
| 5 | Piscines ouvertes au public. | | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau. | Renouvellement, remplissage et vidange soumis à autorisation auprès de l'ARS. | | | x | x | |
| 6 | Alimentation en eau potable des populations (usages prioritaires : santé, salubrité, sécurité civile). | | Pas de limitation sauf arrêté municipal spécifique. | | | x | x | x | x |

| | | | | | | | | | |
|----|---|---|---|--|--|---|---|---|---|
| 7 | Lavage de véhicules en stations professionnelles | | Interdiction sauf avec du matériel haute pression ou avec un système équipé d'un système de recyclage de l'eau. | Interdiction sauf pour les véhicules ayant une obligation sanitaire. | x | x | x | x | |
| 8 | Lavage de véhicules chez les particuliers. | | Interdiction à titre privé à domicile. En application de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique | | x | | | | |
| 9 | Nettoyage des façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées | | Interdiction sauf si réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel. | Interdiction sauf impératif sanitaire ou sécuritaire, et réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel. | x | x | x | x | |
| 10 | Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement. | | L'alimentation des fontaines publiques et privées en circuit ouvert est interdite, dans la mesure où cela est techniquement possible. | | x | x | x | | |
| 11 | Arrosage des terrains de sport. | | Interdiction entre 11 et 18h. | | x | x | x | x | |
| 12 | Arrosage des golfs (Conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024). (1) | Sensibiliser les exploitants de golfs aux règles de bon usage d'économie d'eau. | Interdiction entre 8h et 20h. L'arrosage ne pourra pas représenter plus de 70 % des volumes habituels. | Interdiction sauf « greens et départs » pour lesquels interdiction de 8h à 20h. L'arrosage ne pourra pas représenter plus de 40 % des volumes habituels. | Interdiction d'arroser les golfs. Les greens pourront toutefois être préservés, sauf en cas de pénurie d'eau potable, par un arrosage « réduit au strict nécessaire » entre 20h et 8h, et qui ne pourra représenter plus de 30 % des volumes habituels. | x | x | x | x |

| | Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | P | E | C | A |
|----|--|---|--|---|---------------|---|---|---|---|
| 13 | Exploitation agricole | Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau. | Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique. | | | | | x | x |
| 14 | Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). | Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau. | Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique. Si arrêté préfectoral complémentaire (APC) : se référer aux dispositions spécifiques relatives à la gestion de la ressource en eau prévues dans leurs autorisations administratives. | | | | x | x | x |
| 15 | Installations de production d'électricité d'origine hydraulique. | Sensibiliser les industriels aux règles de bon usage d'économie d'eau. | Si l'installation, l'ouvrage ou l'activité dispose d'un acte administratif (décret de concession ou décision au titre de la loi sur l'eau) prescrivant des mesures spécifiques à l'étiage : s'y référer. La remise en route du turbinage est interdite tant que le débit du cours d'eau prélevé est inférieur à la somme du débit minimum biologique du cours d'eau au droit du seuil et du débit d'armement de la plus petite turbine. Le gestionnaire informe par écrit service en charge de la police de l'eau à la DDT au moins 24 h avant la remise en route du turbinage. | | | | x | | |
| 16 | Irrigation par aspersion des cultures. | Sensibiliser les exploitants aux règles de bon usage d'économie d'eau. | Interdiction entre 11h et 18h. Communication hebdomadaire à la DDT des volumes prélevés | Interdiction entre 9h et 20h. Communication hebdomadaire à la DDT des volumes prélevés | Interdiction. | | | | x |
| 17 | Irrigation des cultures par système d'irrigation localisée (goutte à goutte, micro-aspersion par exemple). | Sensibiliser les exploitants aux règles de bon usage d'économie d'eau. | Autorisé. | | Interdiction. | | | | x |
| 18 | Abreuvement des animaux. | | Pas de limitation sauf arrêté spécifique. | | | | | | x |

| | Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | P | E | C | A | |
|----|--|--|---|---|--|---|---|---|---|---|
| 19 | Remplissage / vidange des plans d'eau. | Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau. | Interdiction. Sauf pour les usages commerciaux sous autorisation du service de police de l'eau concerné. | | Interdiction. | x | x | x | x | |
| 20 | Prélèvement en canaux. | | Réduction des prélèvements directs dans les canaux à adapter localement selon les niveaux de gravité en tenant compte des enjeux sécuritaires liés à la baisse des niveaux (fragilisation des berges, des digues...). | | | x | x | x | x | |
| 21 | Navigation fluviale. | | Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses. Mise en place de restrictions adaptées et spécifiques selon les axes et les enjeux locaux. | Réduction des prélèvements effectués pour l'alimentation des canaux. Restrictions de mouillage sur les biefs navigués selon les enjeux de sécurité | Interdiction de prélèvement. Arrêt de la navigation si nécessaire | | | | x | |
| 22 | Travaux en cours d'eau. | | Précautions maximales pour limiter les risques de perturbation du milieu. | Report des travaux sauf : • en situation d'assec total ; • pour des raisons de sécurité ; • dans le cas d'une restauration, renaturation du cours d'eau autorisée ; Dans les autres cas, il convient de solliciter le service police de l'eau (service environnement de la DDT) | | x | | x | x | x |
| 23 | Gestion des barrages | | Information nécessaire du service de police de l'eau avant manœuvre ayant une incidence sur la ligne d'eau ou le débit du cours d'eau. | | | | x | x | | |
| 24 | Stations d'épuration | Surveillance accrue des rejets, les délestages directs sont soumis à autorisation préalable et peuvent être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé. | | | | | x | | | |

(1) Les mesures relatives aux golfs font l'objet d'un accord cadre national :

- Dès le niveau de vigilance, les golfs assurent un suivi hebdomadaire des volumes prélevés et informent le public sur la gestion durable de la ressource et les économies d'eau
- Dans le cadre de la préparation des terrains de golf à une épreuve sportive nationale ou internationale inscrite au calendrier fédéral, des dérogations exceptionnelles et temporaires pourront être examinées et accordées au cas par cas par le préfet.
- Les réserves dans les golfs alimentés par une autre ressource que l'eau potable ou le prélèvement dans les nappes ou eaux de surface sont librement utilisables par les golfs (récupération d'eau pluie et eaux usées traitées par exemple).

ARTICLE 5 : Contrôles

Il ne doit pas être fait obstacle à l'exercice des missions de contrôle confiées aux agents commissionnés et assermentés.

5.1 : Usages industriels

Les établissements tiennent à la disposition de l'inspection des installations classées et du service de la police de l'eau les registres de prélèvement.

5.2 : Autres usages

Les services chargés de la police de l'eau sont susceptibles de mener également des contrôles inopinés de terrain portant sur la bonne application des mesures définies au présent arrêté.

ARTICLE 6 : Sanctions

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à la peine d'amende prévue à l'article R.216-9 du Code de l'Environnement, soit une contravention de cinquième classe : maximum 1 500 € d'amende.

Cette sanction peut être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application de l'article L.216-1 du Code de l'Environnement. Le non-respect d'une mesure de mise en demeure expose le contrevenant à la suspension provisoire de son autorisation de prélèvement et constitue un délit prévu et réprimé par l'article L.216-10 du code précité (maximum 2 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende).

ARTICLE 7 : Période d'application des mesures

Les mesures commencent à s'appliquer au lendemain de la publication de cet arrêté, pour une durée de un mois. Si notamment les conditions hydrologiques évoluent, il pourra être abrogé pour adapter les mesures à la nouvelle situation.

ARTICLE 8 : Publication

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, sur le site internet des services de l'État et sur le site internet PROPLUVIA. Il est également communiqué aux maires de toutes les communes concernées par cet arrêté pour affichage dès réception en mairie.

ARTICLE 9 : Délais et voies de recours :

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté, dans le cadre d'un recours contentieux, devant le Tribunal administratif de Nancy (5, place de la Carrière, CO 20 038, 54036 Nancy cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "télérécurse citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Toute décision administrative peut également faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

En conséquence, le présent arrêté peut être contesté dans le délai de deux mois à compter de sa publication, soit par recours gracieux adressé à la préfecture de la Meuse, soit par recours hiérarchique adressé à Madame la Ministre de la transition écologique et solidaire, direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN), Tour Séquoia, 1 place Carpeaux 92800 Puteaux.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la présente décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux ou un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un ou l'autre rejetés.

ARTICLE 10 : Exécution

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté :

- le secrétaire général de la préfecture,
- le directeur de cabinet,
- les sous-préfets des arrondissements de Commercy et de Verdun,
- les maires des communes de Meuse,
- le commandant du groupement de Gendarmerie de la Meuse,
- le directeur départemental de la sécurité publique,
- le directeur départemental des territoires,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,
- le directeur général de l'agence régionale de santé,
- le directeur départemental de la protection des populations,
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité.

Fait à Bar-le-Duc, le 21 octobre 2022



Pascale TRIMBACH

Annexe 1

**de l'arrêté préfectoral appliquant les restrictions des usages de l'eau dans la zone
« Moselle » - Niveau ALERTE**

Liste des communes concernées dans la zone "5-Moselle"

| | |
|-------|-----------------------------|
| 55002 | ABAUCCOURT-HAUTCOURT |
| 55008 | AMEL-SUR-L'ETANG |
| 55012 | APREMONT-LA-FORET |
| 55021 | AVILLERS-SAINTE-CROIX |
| 55046 | BENEY-EN-WOEVRE |
| 55050 | BEZONVAUX |
| 55055 | BLANZEE |
| 55057 | BOINVILLE-EN-WOEVRE |
| 55060 | BONZEE |
| 55062 | BOUCONVILLE-SUR-MADT |
| 55072 | BRAQUIS |
| 55085 | BROUSSEY-RAULECOURT |
| 55093 | BUXIERES-SOUS-LES-COTES |
| 55094 | BUZY-DARMONT |
| 55105 | CHATILLON-SOUS-LES-COTES |
| 55121 | COMBRES-SOUS-LES-COTES |
| 55143 | DAMLoup |
| 55153 | DIEPPE-SOUS-DOUAUMONT |
| 55157 | DOMMARTIN-LA-MONTAGNE |
| 55163 | DONCOURT-AUX-TEMPLIERS |
| 55171 | EIX |
| 55181 | ETAIN |
| 55191 | FOAMEIX-ORNEL |
| 55196 | FREMEREVILLE-SOUS-LES-COTES |
| 55198 | FRESNES-EN-WOEVRE |
| 55201 | FROMZEY |
| 55258 | GEVILLE |
| 55211 | GINCREY |
| 55212 | GIRAUVOISIN |
| 55219 | GRIMAUCCOURT-EN-WOEVRE |
| 55222 | GUSSAINVILLE |
| 55228 | HANNONVILLE-SOUS-LES-COTES |
| 55232 | HARVILLE |
| 55237 | HAUDIOMONT |
| 55242 | HENNEMONT |
| 55243 | HERBEUVILLE |
| 55244 | HERMEVILLE-EN-WOEVRE |
| 55245 | HEUDICOURT-SOUS-LES-COTES |
| 55256 | JONVILLE-EN-WOEVRE |
| 55265 | LABEUVILLE |
| 55267 | LACHAUSSEE |
| 55270 | LAHAYVILLE |

| | |
|-------|------------------------------|
| 55281 | LATOUR-EN-WOEVRE |
| 55172 | LES EPARGES |
| 55303 | LOUPMONT |
| 55311 | MAIZERAY |
| 55317 | MANHEULLES |
| 55320 | MARCHEVILLE-EN-WOEVRE |
| 55325 | MAUCOURT-SUR-ORNE |
| 55339 | MOGEVILLE |
| 55353 | MONTSEC |
| 55356 | MORANVILLE |
| 55357 | MORGEMOULIN |
| 55361 | MOULAINVILLE |
| 55363 | MOULOTTE |
| 55386 | NONSARD-LAMARCHE |
| 55394 | ORNES |
| 55399 | PAREID |
| 55400 | PARFONDRUPT |
| 55406 | PINTHEVILLE |
| 55412 | RAMBUCOURT |
| 55429 | RIAVILLE |
| 55431 | RICHECOURT |
| 55439 | RONVAUX |
| 55443 | ROUVRES-EN-WOEVRE |
| 55457 | SAINT-HILAIRE-EN-WOEVRE |
| 55458 | SAINT-JEAN-LES-BUZY |
| 55462 | SAINT-MAURICE-SOUS-LES-COTES |
| 55465 | SAINT-REMY-LA-CALONNE |
| 55473 | SAULX-LES-CHAMPLON |
| 55481 | SENON |
| 55507 | THILLOT |
| 55515 | TRESAUVAUX |
| 55528 | VARNEVILLE |
| 55537 | VAUX-DEVANT-DAMLoup |
| 55551 | VIGNEULLES-LES-HATTONCHATEL |
| 55557 | VILLE-EN-WOEVRE |
| 55565 | VILLERS-SOUS-PAREID |
| 55578 | WARCQ |
| 55579 | WATRONVILLE |
| 55583 | WOEL |
| 55586 | XIVRAY-ET-MARVOISIN |

Annexe 2

de l'arrêté préfectoral appliquant les restrictions des usages de l'eau dans la zone « Meuse »- Niveau ALERTE

Liste des communes concernées dans la zone "3-Meuse"

| | | | |
|-------|--------------------------|-------|---------------------------|
| 55004 | AINCREVILLE | 55146 | DANNEVOUX |
| 55005 | AMANTY | 55154 | DIEUE-SUR-MEUSE |
| 55007 | AMBLY-SUR-MEUSE | 55159 | DOMPCEVRIN |
| 55009 | ANCEMONT | 55160 | DOMPIERRE-AUX-BOIS |
| 55018 | AUTREVILLE-SAINT-LAMBERT | 55164 | DOUAUMONT |
| 55027 | BANNONCOURT | 55165 | DOULCON |
| 55028 | BANTHEVILLE | 55166 | DUGNY-SUR-MEUSE |
| 55036 | BEAUCLAIR | 55167 | DUN-SUR-MEUSE |
| 55037 | BEAUFORT-EN-ARGONNE | 55173 | EPIEZ-SUR-MEUSE |
| 55039 | BEAUMONT-EN-VERDUNOIS | 55180 | ESNES-EN-ARGONNE |
| 55042 | BELLERAY | 55184 | EUVILLE |
| 55043 | BELLEVILLE-SUR-MEUSE | 55189 | FLEURY-DEVANT-DOUAUMONT |
| 55045 | BELRUPT-EN-VERDUNOIS | 55192 | FONTAINES-SAINT-CLAIR |
| 55047 | BETHELAINVILLE | 55193 | FORGES-SUR-MEUSE |
| 55048 | BETHINCOURT | 55197 | FRESNES-AU-MONT |
| 55054 | BISLEE | 55200 | FROMEREVILLE-LES-VALLONS |
| 55058 | BONCOURT-SUR-MEUSE | 55204 | GENICOURT-SUR-MEUSE |
| 55064 | BOUQUEMONT | 55206 | GERCOURT-ET-DRILLANCOURT |
| 55070 | BRABANT-SUR-MEUSE | 55217 | GOUSSAINCOURT |
| 55073 | BRAS-SUR-MEUSE | 55220 | GRIMAUCOURT-PRES-SAMPIGNY |
| 55078 | BRIEULLES-SUR-MEUSE | 55225 | HALLES-SOUS-LES-COTES |
| 55080 | BRIXEY-AUX-CHANOINES | 55229 | HAN-SUR-MEUSE |
| 55084 | BROUSSEY-EN-BLOIS | 55236 | HAUDAINVILLE |
| 55088 | BUREY-EN-VAUX | 55239 | HAUMONT-PRES-SAMOGNEUX |
| 55089 | BUREY-LA-COTE | 55241 | HEIPPES |
| 55095 | CESSE | 55250 | INOR |
| 55096 | CHAILLON | 55263 | KOEUR-LA-GRANDE |
| 55097 | CHALAINES | 55264 | KOEUR-LA-PETITE |
| 55099 | CHAMPNEUVILLE | 55268 | LACROIX-SUR-MEUSE |
| 55100 | CHAMPOUGNY | 55269 | LAHAYMEIX |
| 55102 | CHARNY-SUR-MEUSE | 55274 | LAMORVILLE |
| 55106 | CHATTANCOURT | 55276 | LANDRECOURT-LEMPIRE |
| 55111 | CHAUVONCOURT | 55278 | LANEUVILLE-AU-RUPT |
| 55114 | CHONVILLE-MALAUMONT | 55279 | LANEUVILLE-SUR-MEUSE |
| 55115 | CIERGES-SOUS-MONTFAUCON | 55286 | LEMMES |
| 55118 | CLERY-LE-GRAND | 55288 | LEROUVILLE |
| 55119 | CLERY-LE-PETIT | 55347 | LES MONTHAIROIS |
| 55122 | COMMERCY | 55401 | LES PAROCHES |
| 55124 | CONSENVOYE | 55436 | LES ROISES |
| 55127 | COURCELLES-EN-BARROIS | 55292 | LINY-DEVANT-DUN |
| 55137 | CUISY | 55293 | LION-DEVANT-DUN |
| 55139 | CUMIERES-LE-MORT-HOMME | | |
| 55140 | CUNEL | | |

| | |
|-------|-----------------------------|
| 55307 | LOUDEMONT-COTE-DU-POIVRE |
| 55310 | LUZY-SAINT-MARTIN |
| 55312 | MAIZEY |
| 55313 | MALANCOURT |
| 55321 | MARRE |
| 55323 | MARTINCOURT-SUR-MEUSE |
| 55327 | MAUVAGES |
| 55328 | MAXEY-SUR-VAISE |
| 55329 | MECRIN |
| 55333 | MENIL-AUX-BOIS |
| 55334 | MENIL-LA-HORGNE |
| 55338 | MILLY-SUR-BRADON |
| 55345 | MONT-DEVANT-SASSEY |
| 55344 | MONTBRAS |
| 55349 | MONTIGNY-DEVANT-SASSEY |
| 55350 | MONTIGNY-LES-VAUCOULEURS |
| 55355 | MONTZEVILLE |
| 55360 | MOUILLY |
| 55362 | MOULINS-SAINT-HUBERT |
| 55364 | MOUZAY |
| 55365 | MURVAUX |
| 55368 | NAIVES-EN-BLOIS |
| 55375 | NANTILLOIS |
| 55381 | NEUVILLE-LES-VAUCOULEURS |
| 55385 | NIXEVILLE-BLERCOURT |
| 55396 | OURCHES-SUR-MEUSE |
| 55397 | PAGNY-LA-BLANCHE-COTE |
| 55398 | PAGNY-SUR-MEUSE |
| 55407 | PONT-SUR-MEUSE |
| 55408 | POUILLY-SUR-MEUSE |
| 55411 | RAMBLUZIN-ET-BENOITE-VAUX |
| 55415 | RANZIERES |
| 55420 | RECOURT-LE-CREUX |
| 55422 | REGNEVILLE-SUR-MEUSE |
| 55433 | RIGNY-LA-SALLE |
| 55434 | RIGNY-SAINT-MARTIN |
| 55438 | ROMAGNE-SOUS-MONTFAUCON |
| 55444 | ROUVROIS-SUR-MEUSE |
| 55448 | RUPT-DEVANT-SAINT-MIHIEL |
| 55449 | RUPT-EN-WOEVRE |
| 55456 | SAINT-GERMAIN-SUR-MEUSE |
| 55460 | SAINT-JULIEN-SOUS-LES-COTES |
| 55463 | SAINT-MIHIEL |
| 55468 | SAMOGNEUX |
| 55467 | SAMPIGNY |
| 55469 | SASSEY-SUR-MEUSE |
| 55471 | SAULMORY-ET-VILLEFRANCHE |
| 55474 | SAUVIGNY |

| | |
|-------|------------------------|
| 55475 | SAUVOY |
| 55482 | SENONCOURT-LES-MAUJOUY |
| 55484 | SEPTSARGES |
| 55485 | SEPVIGNY |
| 55487 | SEUZÉY |
| 55489 | SIVRY-LA-PERCHE |
| 55490 | SIVRY-SUR-MEUSE |
| 55492 | SOMMEDIÈUE |
| 55496 | SORCY-SAINT-MARTIN |
| 55502 | STENAY |
| 55503 | TAILLANCOURT |
| 55505 | THIERVILLE-SUR-MEUSE |
| 55506 | THILLOMBOIS |
| 55512 | TILLY-SUR-MEUSE |
| 55520 | TROUSSEY |
| 55521 | TROYON |
| 55522 | UGNY-SUR-MEUSE |
| 55523 | VACHERAUVILLE |
| 55526 | VADONVILLE |
| 55530 | VALBOIS |
| 55533 | VAUCOULEURS |
| 55534 | VAUDEVILLE-LE-HAUT |
| 55540 | VAUX-LES-PALAMEIX |
| 55545 | VERDUN |
| 55553 | VIGNOT |
| 55559 | VILLEROY-SUR-MEHOLLE |
| 55561 | VILLERS-DEVANT-DUN |
| 55566 | VILLERS-SUR-MEUSE |
| 55571 | VILOSNES-HARAUMONT |
| 55573 | VOID-VACON |
| 55574 | VOUTHON-BAS |
| 55575 | VOUTHON-HAUT |
| 55582 | WISEPPE |
| 55584 | WOIMBEY |

Annexe 3

de l'arrêté préfectoral appliquant les restrictions des usages de l'eau dans la zone « Chiers »- Niveau ALERTE

Liste des communes concernées dans la zone "4-Chiers"

| | |
|-------|----------------------------|
| 55013 | ARRANCY-SUR-CRUSNE |
| 55022 | AVIOTH |
| 55024 | AZANNES-ET-SOUMAZANNES |
| 55025 | BAALON |
| 55034 | BAZEILLES-SUR-OTHAIN |
| 55053 | BILLY-SOUS-MANGIENNES |
| 55063 | BOULIGNY |
| 55071 | BRANDEVILLE |
| 55076 | BREHEVILLE |
| 55077 | BREUX |
| 55083 | BROUENNES |
| 55107 | CHAUMONT-DEVANT-DAMVILLERS |
| 55109 | CHAUVENCY-LE-CHATEAU |
| 55110 | CHAUVENCY-SAINT-HUBERT |
| 55145 | DAMVILLERS |
| 55149 | DELUT |
| 55156 | DOMBRAS |
| 55158 | DOMMARY-BARONCOURT |
| 55162 | DOMREMY-LA-CANNE |
| 55168 | DUZEY |
| 55169 | ECOUVIEZ |
| 55170 | ECUREY-EN-VERDUNOIS |
| 55182 | ETON |
| 55183 | ETRAYE |
| 55188 | FLASSIGNY |
| 55216 | GOURAINCOURT |
| 55218 | GREMILLY |
| 55226 | HAN-LES-JUVIGNY |
| 55252 | IRE-LE-SEC |
| 55255 | JAMETZ |
| 55262 | JUVIGNY-SUR-LOISON |
| 55275 | LAMOUILLY |
| 55297 | LISSEY |
| 55299 | LOISON |
| 55306 | LOUPPY-SUR-LOISON |
| 55316 | MANGIENNES |
| 55324 | MARVILLE |
| 55336 | MERLES-SUR-LOISON |
| 55341 | MOIREY-FLABAS-CREPION |
| 55351 | MONTMEDY |
| 55367 | MUZERAY |
| 55377 | NEPVANT |
| 55387 | NOUILLONPONT |
| 55391 | OLIZY-SUR-CHIERS |
| 55403 | PEUVILLERS |

| | |
|-------|--------------------------|
| 55405 | PILLON |
| 55410 | QUINCY-LANDZECOURT |
| 55425 | REMOIVILLE |
| 55428 | REVILLE-AUX-BOIS |
| 55437 | ROMAGNE-SOUS-LES-COTES |
| 55445 | ROUVROIS-SUR-OTHAIN |
| 55450 | RUPT-SUR-OTHAIN |
| 55461 | SAINT-LAURENT-SUR-OTHAIN |
| 55464 | SAINT-PIERREVILLERS |
| 55495 | SORBEY |
| 55500 | SPINCOURT |
| 55508 | THONNE-LA-LONG |
| 55509 | THONNE-LE-THIL |
| 55510 | THONNE-LES-PRES |
| 55511 | THONNELLE |
| 55535 | VAUDONCOURT |
| 55544 | VELOSNES |
| 55546 | VERNEUIL-GRAND |
| 55547 | VERNEUIL-PETIT |
| 55552 | VIGNEUL-SOUS-MONTMEDY |
| 55556 | VILLE-DEVANT-CHAUMONT |
| 55554 | VILLECLOYE |
| 55563 | VILLERS-LES-MANGIENNES |
| 55572 | VITTARVILLE |
| 55580 | WAVRILLE |

Annexe 4

de l'arrêté préfectoral appliquant les restrictions des usages de l'eau dans la zone « Aisne Amont »- Niveau ALERTE

Liste des communes concernées dans la zone "1-Aisne Amont"

| | |
|-------|---------------------------|
| 55014 | AUBREVILLE |
| 55017 | AUTRECHART-SUR-AIRE |
| 55023 | AVOCOURT |
| 55032 | BAUDREMONT |
| 55033 | BAULNY |
| 55038 | BEAULIEU-EN-ARGONNE |
| 55040 | BEAUSITE |
| 55044 | BELRAIN |
| 55065 | BOUREUILLES |
| 55068 | BRABANT-EN-ARGONNE |
| 55081 | BRIZEAUX |
| 55082 | BROCOURT-EN-ARGONNE |
| 55103 | CHARPENTRY |
| 55108 | CHAUMONT-SUR-AIRE |
| 55113 | CHEPPY |
| 55117 | CLERMONT-EN-ARGONNE |
| 55128 | COURCELLES-SUR-AIRE |
| 55129 | COUROUVRE |
| 55518 | COUSANCES-LES-TRICONVILLE |
| 55141 | DAGONVILLE |
| 55155 | DOMBASLE-EN-ARGONNE |
| 55174 | EPINONVILLE |
| 55175 | ERIZE-LA-BRULEE |
| 55177 | ERIZE-LA-PETITE |
| 55178 | ERIZE-SAINT-DIZIER |
| 55179 | ERNEVILLE-AUX-BOIS |
| 55185 | EVRES |
| 55194 | FOUCAUCOURT-SUR-THABAS |
| 55199 | FROIDOS |
| 55202 | FUTEAU |
| 55208 | GESNES-EN-ARGONNE |
| 55210 | GIMECOURT |
| 55251 | IPPECOURT |
| 55257 | JOUY-EN-ARGONNE |
| 55260 | JULVECOURT |
| 55266 | LACHALADE |
| 55282 | LAVALLEE |

| | |
|-------|------------------------|
| 55285 | LAVOYE |
| 55116 | LE CLAON |
| 55379 | LE NEUFOR |
| 55253 | LES ISLETTES |
| 55497 | LES SOUHESMES-RAMPONT |
| 55254 | LES TROIS-DOMAINES |
| 55289 | LEVONCOURT |
| 55290 | LIGNIERES-SUR-AIRE |
| 55295 | LISLE-EN-BARROIS |
| 55301 | LONGCHAMPS-SUR-AIRE |
| 55343 | MONTBLAINVILLE |
| 55346 | MONTFAUCON-D'ARGONNE |
| 55380 | NEUVILLE-EN-VERDUNOIS |
| 55383 | NEUVILLY-EN-ARGONNE |
| 55384 | NICEY-SUR-AIRE |
| 55389 | NUBECOURT |
| 55395 | OSCHES |
| 55404 | PIERREFITTE-SUR-AIRE |
| 55409 | PRETZ-EN-ARGONNE |
| 55442 | RAIVAL |
| 55416 | RARECOURT |
| 55419 | RECICOURT |
| 55446 | RUMONT |
| 55453 | SAINT-ANDRE-EN-BARROIS |
| 55454 | SAINT-AUBIN-SUR-AIRE |
| 55000 | SEIGNEULLES |
| 55517 | SEUIL-D'ARGONNE |
| 55498 | SOUILLY |
| 55525 | VADELAINCOURT |
| 55527 | VARENNES-EN-ARGONNE |
| 55532 | VAUBECOURT |
| 55536 | VAUQUOIS |
| 55549 | VERY |
| 55555 | VILLE-DEVANT-BELRAIN |
| 55567 | VILLE-SUR-COUSANCES |
| 55570 | VILLOTTE-SUR-AIRE |
| 55577 | WALY |

Annexe 5

de l'arrêté préfectoral appliquant les restrictions des usages de l'eau dans la zone « Saulx-Ornain » - Niveau ALERTE

Liste des communes concernées dans la zone "2-Saulx-Ornain"

| | |
|-------|-----------------------------|
| 55001 | ABAINVILLE |
| 55010 | ANCERVILLE |
| 55011 | ANDERNAY |
| 55015 | AULNOIS-EN-PERTHOIS |
| 55026 | BADONVILLIERS-GERAUVILLIERS |
| 55029 | BAR-LE-DUC |
| 55030 | BAUDIGNECOURT |
| 55031 | BAUDONVILLIERS |
| 55035 | BAZINCOURT-SUR-SAULX |
| 55000 | BEHONNE |
| 55049 | BEUREY-SUR-SAULX |
| 55051 | BIENCOURT-SUR-ORGE |
| 55059 | BONNET |
| 55066 | BOVEE-SUR-BARBOURE |
| 55067 | BOVIOLLES |
| 55069 | BRABANT-LE-ROI |
| 55075 | BRAUVILLIERS |
| 55000 | BRILLON-EN-BARROIS |
| 55087 | BURE |
| 55358 | CHANTERAINE |
| 55101 | CHARDOGNE |
| 55104 | CHASSEY-BEAUPRE |
| 55120 | COMBLES-EN-BARROIS |
| 55125 | CONTRISSON |
| 55132 | COUSANCES-LES-FORGES |
| 55133 | COUVERTPUIS |
| 55134 | COUVONGES |
| 55138 | CULEY |
| 55142 | DAINVILLE-BERTHELEVILLE |
| 55144 | DAMMARIE-SUR-SAULX |
| 55148 | DELOUZE-ROSIERES |
| 55150 | DEMANGE-AUX-EAUX |
| 55186 | FAINS-VEEL |
| 55195 | FOUCHERES-AUX-BOIS |
| 55207 | GERY |
| 55214 | GIVRAUVAL |
| 55215 | GONDRECOURT-LE-CHATEAU |
| 55221 | GUERPONT |
| 55000 | HAIRONVILLE |
| 55246 | HEVILLIERS |
| 55247 | HORVILLE-EN-ORNOIS |
| 55248 | HOUDELAINCOURT |
| 55170 | JUVIGNY-EN-PERTHOIS |
| 55271 | LAHEYCOURT |
| 55272 | LAIMONT |
| 55284 | LAVINCOURT |
| 55061 | LE BOUCHON-SUR-SAULX |
| 55123 | LES HAUTS-DE-CHEE |

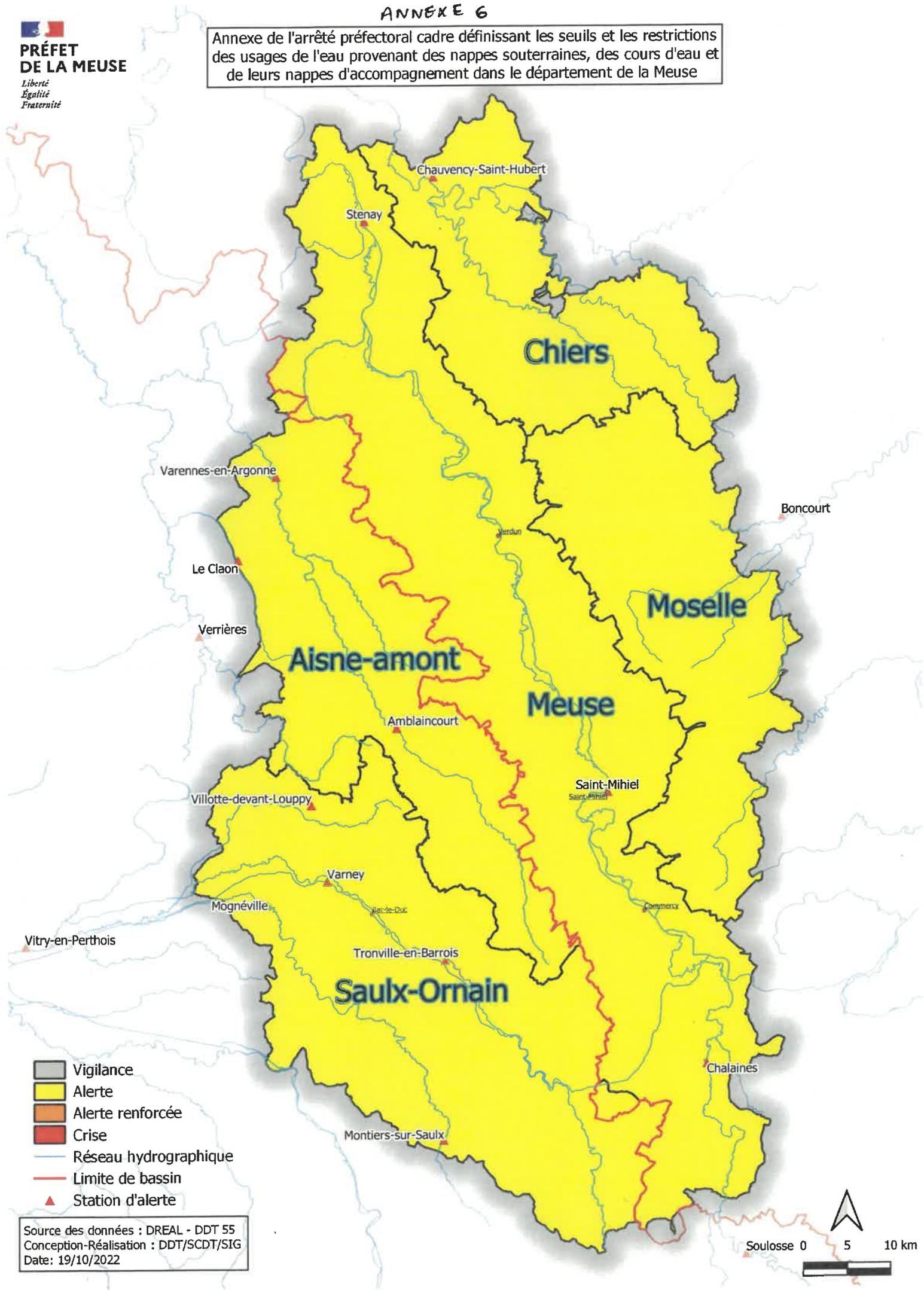
| | |
|-------|-------------------------|
| 55291 | LIGNY-EN-BARROIS |
| 55296 | LISLE-EN-RIGAULT |
| 55298 | LOISEY |
| 55300 | LONGEAUX |
| 55302 | LONGEVILLE-EN-BARROIS |
| 55304 | LOUPPY-LE-CHATEAU |
| 55290 | MANDRES-EN-BARROIS |
| 55322 | MARSON-SUR-BARBOURE |
| 55326 | MAULAN |
| 55190 | MELIGNY-LE-GRAND |
| 55331 | MELIGNY-LE-PETIT |
| 55332 | MENAU COURT |
| 55335 | MENIL-SUR-SAULX |
| 55340 | MOGNEVILLE |
| 55348 | MONTIERS-SUR-SAULX |
| 55352 | MONTPLONNE |
| 55359 | MORLEY |
| 55369 | NAIVES-ROSIERES |
| 55370 | NAIX-AUX-FORGES |
| 55371 | NANCOIS-LE-GRAND |
| 55372 | NANCOIS-SUR-ORNAIN |
| 55373 | NANT-LE-GRAND |
| 55374 | NANT-LE-PETIT |
| 55376 | NANTOIS |
| 55378 | NETTANCOURT |
| 55382 | NEUVILLE-SUR-ORNAIN |
| 55388 | NOYERS-AUZECOURT |
| 55414 | RANCOURT-SUR-ORNAIN |
| 55421 | REFFROY |
| 55423 | REMBERCOURT-SOMMAISNE |
| 55424 | REMENNECOURT |
| 55426 | RESSON |
| 55427 | REVIGNY-SUR-ORNAIN |
| 55430 | RIBEAUCOURT |
| 55435 | ROBERT-ESPAGNE |
| 55447 | RUPT-AUX-NONAINS |
| 55452 | SAINT-AMAND-SUR-ORNAIN |
| 55459 | SAINT-JOIRE |
| 55466 | SALMAGNE |
| 55000 | SAUDRUPT |
| 55472 | SAULVAUX |
| 55476 | SAVONNIERES-DEVANT-BAR |
| 55477 | SAVONNIERES-EN-PERTHOIS |
| 55488 | SILMONT |
| 55493 | SOMMEILLES |
| 55170 | SOMMELONNE |
| 55501 | STAINVILLE |
| 55504 | TANNOIS |
| 55514 | TREMONT-SUR-SAULX |
| 55516 | TREVERAY |
| 55519 | TRONVILLE-EN-BARROIS |

| | |
|-------|-----------------|
| 55366 | VAL-D'ORNAIN |
| 55531 | VASSINCOURT |
| 55541 | VAVINCOURT |
| 55543 | VELAINES |
| 55568 | VILLE-SUR-SAULX |

| | |
|-------|------------------------|
| 55560 | VILLERS-AUX-VENTS |
| 55562 | VILLERS-LE-SEC |
| 55569 | VILLOTTE-DEVANT-LOUPPY |
| 55581 | WILLERONCOURT |

ANNEXE 6

Annexe de l'arrêté préfectoral cadre définissant les seuils et les restrictions des usages de l'eau provenant des nappes souterraines, des cours d'eau et de leurs nappes d'accompagnement dans le département de la Meuse





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES FINANCES PUBLIQUES DE LA MEUSE

Bar-le-Duc, le 1^{er} octobre 2022

Arrêté n° 2022-27 portant décision de délégations de signature pour le Pôle Pilotage du Réseau et des Missions

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de la Meuse,

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2009 portant création de la direction départementale des finances publiques de la Meuse ;

Vu le décret du 16 avril 2018 nommant M. Jean-Bernard GOSSOT, administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de la Meuse ;

Vu la décision du directeur général des finances publiques du 26 avril 2018 fixant au 1^{er} juillet 2018 la date d'installation de M. Jean-Bernard GOSSOT dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de la Meuse ;

DECIDE :

Article 1er - Délégation générale de signature est donnée à :

- Mme Estelle GENDRON, administratrice des finances publiques, responsable du Pôle Pilotage du Réseau et des Missions.
- M. Pascal CHAPPELLIER, administrateur des finances publiques adjoint, adjoint au responsable du Pôle Pilotage du Réseau et des Missions.

Ceux-ci reçoivent mandat de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer seul, ou concurremment avec moi, sous réserve des dispositions de l'article 2 et des restrictions expressément prévues par la réglementation, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rattachent.

Ils sont autorisés à agir en justice et à effectuer des déclarations de créances.

Article 2 - Sont exclus du champ de la présente délégation tous les actes afférents à l'exercice des missions exclusivement dévolues aux comptables publics par l'article 18 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012.

Article 3 : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

A – Service rattaché directement à Mme Estelle GENDRON :

1. Service du Contrôle Fiscal

- M. Yohan POIRSON, inspecteur des finances publiques
- Mme Marie-Aline MIDOUX, inspectrice des finances publiques

B – Services rattachés directement à M. Pascal CHAPPELLIER :

1. Affaires juridiques et Contentieux des particuliers et des professionnels

- Mme Nathalie SAND, inspectrice des finances publiques
- M. Yohan POIRSON, inspecteur des finances publiques
- Mme Marie-Hélène HUGO, contrôleur principal des finances publiques

2. Missions foncières et patrimoniales

- Mme Sophie JACQUOT, inspectrice des finances publiques

3. Service France domaine

- Mme Virginie GEREVIC, inspectrice des finances publiques
- Mme Céline REMY, inspectrice divisionnaire hors classe des finances publiques

C – Ensemble des Divisions :

1. Division Assiette et Recouvrement fiscalité des Particuliers et des Professionnels

Mme Cristel MONTINI, inspectrice divisionnaire des finances publiques, responsable de la division

1-1 Gestion des Particuliers

- Mme Sophie JACQUOT, inspectrice des finances publiques

1-2 Recouvrement des Particuliers et des Amendes

- M. Olivier PENINGUY, inspecteur des finances publiques
- Mme Sylviane MAQUART, contrôleur des finances publiques

1-3 Gestion et recouvrement des Professionnels

- M. Stéphane PRIMERANO, inspecteur des finances publiques

1-4 Recouvrement des Recettes non fiscales – Produits divers

- M. Stéphane PRIMERANO, inspecteur des finances publiques
- Mme Sylviane MAQUART, contrôleur des finances publiques

Dans le secteur Recettes non fiscales – Produits divers :

- les états de taxes pour frais de poursuites,
- les états de poursuites notifiés dans le cadre du recouvrement des créances de l'Etat,
- les mainlevées de saisie,
- les délais de paiement accordés aux redevables,
- les déclarations de créances dans les procédures d'apurement collectif du passif,
- les états de prise en charge.

1-5. Huissiers des finances publiques

- M. Olivier THOUZEAU, inspecteur des finances publiques
- M. Aimé GENTIT, inspecteur des finances publiques
- Mme Sylviane MAQUART, contrôleur des finances publiques

1-6. Mission Action économique - Surendettement

- Mme Cristel MONTINI, inspectrice divisionnaire des finances publiques
- Mme Sylviane MAQUART, contrôleur des finances publiques

2. Division Service Public Local

Mme Karine GROEN, inspectrice divisionnaire des finances publiques, responsable de la division

2-1 Service collectivités et établissements publics locaux (CEPL)

- Mme Roxanne KOHR, inspectrice des finances publiques
- Mme Chantal COLIN, contrôleur principal des finances publiques
- M. Olivier WAEGAERT, contrôleur principal des finances publiques

2-2 Service fiscalité directe locale (SFDL) – Analyses financières – Réseau d'Alerte – Aides Publiques

- M Florent DAUPLAIT, inspecteur des finances publiques
- M Stéphane ANTUNES, contrôleur principal des finances publiques

2-3 Service dématérialisation / CHORUS et monétique collectivités

- Mme Hélène BOUR, inspectrice des finances publiques

2-4 Recouvrement des produits locaux

- M. Bruno ROP, inspecteur des finances publiques

Article 4 : La présente décision prend effet le 1er octobre 2022 et abroge l'arrêté n   2022-21 du 1^{er} septembre 2022.
Elle sera publiée au recueil des actes administratif du département de la Meuse.

Le Directeur Départemental des Finances
Publiques de la Meuse



Jean-Bernard GOSSOT



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES FINANCES PUBLIQUES DE LA MEUSE

Bar-le-Duc, le 20 octobre 2022

Arrêté n°2022-28 portant décision de subdélégation de signature en matière domaniale

Le préfet du département de la Meuse

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 août 2020 n°2020-1777 portant délégation de signature en matière domaniale à M. Jean-Bernard GOSSOT, directeur départemental des finances publiques de la Meuse ;

ARRETE

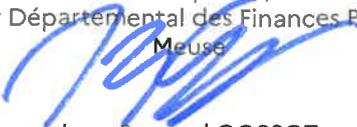
Article 1^{er} : La subdélégation de signature en matière domaniale est conférée par M. Jean-Bernard GOSSOT, directeur départemental des finances publiques de la Meuse, à Mme Estelle GENDRON, responsable du Pôle pilotage du réseau et des missions.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Estelle GENDRON, la même subdélégation est conférée à M. Pascal CHAPPELLIER, administrateur des Finances publiques adjoint, à Mme Céline REMY, inspectrice divisionnaire des finances publiques, et à Mme Virginie GEREVIC, inspectrice des finances publiques.

Article 3 : Le présent arrêté prend effet au 20 octobre 2022 et abroge l'arrêté n° 2022-07 du 7 mars 2022.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le préfet,
Le Directeur Départemental des Finances Publiques de la
Meuse


Jean-Bernard GOSSOT



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
de l'administration pénitentiaire**

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Strasbourg

Centre de détention de Montmédy

A Montmédy

Le 21 octobre 2022

Arrêté portant délégation de signature

Vu le code de procédure pénale, notamment ses article(s) R. 57-6-24 et R. 57-7-5 ;
Vu l'article 1^{er} du décret n° 2019-1427 du 23 décembre 2019 ;
Vu l'arrêté du ministre de la justice en date du 01/07/2022 nommant Monsieur Patrice BOURDARET directeur des services pénitentiaires en qualité de chef d'établissement du centre de détention de Montmédy 55600.

Madame Amandine GILL, directrice adjointe du centre de détention de Montmédy,

ARRETE :

Article 1 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Marc AMET, chef des services pénitentiaires, chef de détention, au centre de détention de Montmédy aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Frédéric COUSIN, capitaine pénitentiaire, adjoint au chef de détention et chef du bâtiment 1, au centre de détention de Montmédy aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 3 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Gérald KAISER, capitaine pénitentiaire, responsable infrastructure-sécurité, au centre de détention de Montmédy aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 4 : Délégation permanente de signature est donnée à Madame Clémence NGUYEN, capitaine pénitentiaire, chef du bâtiment 2, au centre de détention de Montmédy aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 5 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Louis Laurent SICK SICK, capitaine pénitentiaire, au centre de détention de Montmédy aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 6 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Tarik SCHRAUBEN, capitaine pénitentiaire, responsable du bureau de gestion de la détention (BGD), au centre de détention de Montmédy aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 7 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Ludovic TISSERANT, lieutenant et capitaine pénitentiaire, responsable formation, au centre de détention de Montmédy aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 8 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Didier BLOUET, major, responsable du service des agents, au centre de détention de Montmédy aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 9 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Cédric PEYROT, lieutenant et capitaine pénitentiaire, adjoint au bâtiment 2, au centre de détention de Montmédy aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 10 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Frédéric BRILLON, premier surveillant, responsable de l'encadrement de la détention, au centre de détention de Montmédy aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 11 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Félicien CUNY, premier surveillant, responsable de l'encadrement de la détention, au centre de détention de Montmédy aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 12 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Sylvain GIRARD, premier surveillant, responsable de l'encadrement de la détention, au centre de détention de Montmédy aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 13 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Cédric GUYARD, premier surveillant, responsable de l'encadrement de la détention, au centre de détention de Montmédy aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 14 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Régis LARDENOIS, premier surveillant, responsable de l'encadrement de la détention, au centre de détention de Montmédy aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 15 : Délégation permanente de signature est donnée à Madame Mylène MAGIERA, première surveillante, responsable de l'encadrement de la détention, au centre de détention de Montmédy aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 16 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Yohan SCHILTZ, premier surveillant, adjoint au bâtiment 1, au centre de détention de Montmédy aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

Article 17 : Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département dans lequel l'établissement a son siège : la Meuse, et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Le chef d'établissement,

Patrice BOURDARET.



| Décisions concernées | | 1 | 2 | 3 | 4 |
|---|--|---|---|---|---|
| Visites de l'établissement | | | | | |
| Autoriser les visites de l'établissement pénitentiaire | | X | X | | |
| Opposer un refus à l'entrée des journalistes accompagnant les parlementaires visitant l'établissement et décider de mettre fin à tout moment à leur visite pour des motifs de sécurité | | X | X | X | |
| Déterminer la zone interdite à la prise de son et d'image par les journalistes accompagnant la visite des parlementaires pour des motifs tenant au bon ordre et à la sécurité | | X | X | X | |
| Vie en détention et PEP | | | | | |
| Elaborer et adapter le règlement intérieur type | | X | X | X | |
| Elaborer le parcours d'exécution de la peine, définir des modalités de prise en charge individualisées et prendre les décisions de placement dans des régimes de détention différenciés : placement ou sortie de régime contrôlé, de régime de confiance ou de module respect | | X | X | X | |
| Désigner et convoquer les membres de la CPU | | X | X | X | |
| Présidence de la CPU | | X | X | X | |
| Présidence de la commission DPS et rédaction de l'avis motivé pour l'inscription | | X | X | | |
| Information à la personne détenue, maintien ou radiation du statut de DPS et recours à un interprète | | X | X | X | X |
| Prendre les mesures d'affectation des personnes détenues en cellule (y compris CProU) | | X | X | X | X |
| Placement en CproU ou levée | | X | X | X | X |
| Désigner les personnes détenues à placer ensemble en cellule | | X | X | X | X |
| Suspension de l'encellulement individuel d'une personne détenue | | X | X | X | X |
| Destination à donner aux aménagements faits par une personne détenue dans sa cellule, en cas de changement de cellule, de transfert ou de libération | | X | X | X | |
| Interdiction du port de vêtements personnels par une personne détenue pour des raisons d'ordre, de sécurité ou de propreté | | X | X | X | X |
| Affecter des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'Unité sanitaire | | X | X | X | X |
| Doter une personne détenue d'une DPU (dotation de première urgence) | | X | X | X | X |

| | | | | |
|---|--|---|---|---|
| Décider et donner audience en cas de recours gracieux requêtes ou plaintes des personnes détenues | Art 34 RI | X | X | X |
| Refus d'attribution d'aides indigence | D.347-1 CPP Circulaire 1340023C du 17/05/2013 | X | X | X |
| Invitation des personnes extérieures à participer à des consultations de personnes détenues et information des décisions prises | R.57-9-2 et -3 | X | X | X |
| Rédaction des propositions d'orientation ou de changement d'affectation des condamnés | D.76 et D.82 | X | X | X |
| S'opposer à la désignation d'un aidant pour des motifs tenant à la sécurité et au bon ordre | R. 57-8-6 | X | X | X |
| Fixer des heures de visites pour les détenus bénéficiaires du régime spécial | D. 493 | X | X | X |
| Fixer des heures de réunion pour les détenus bénéficiaires du régime spécial sauf instructions contraires du JI | D. 494 | X | X | X |
| Autoriser les personnels masculins à accéder au quartier des femmes | D. 222 | X | X | X |
| Mesures de contrôle et de sécurité | | | | |
| Donner tous renseignements et avis nécessaires au chef d'escorte lorsque la personne détenue est considérée comme dangereuse ou devant être particulièrement surveillée | D. 294 | X | X | X |
| Donner tous renseignements utiles au préfet pour le mettre en mesure de prescrire l'escorte et la garde du détenu hospitalisé par les FSI et arrêter les mesures propres à éviter tout incident compte tenu de sa personnalité | D. 394 et note DAP du 26/06/2018 | X | X | X |
| Rendu compte à l'autorité requérante de l'impossibilité de déferer à une réquisition ou un ordre de transfèrement | D.292 | X | X | X |
| Proposer des membres du personnel de surveillance assurant les escortes qui seront inscrits sur une liste dressée par le service central des transfètements, constituer l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif en désignant nommément ceux des agents figurant sur la liste précitée | D. 308 | X | X | X |
| Détermination et actualisation du niveau d'escorte des personnes détenues | Circulaire du 18/11/2004 Note DAP du 18/04/2011 D.308 | X | X | X |
| Constitution de l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif | Circulaire du 18/11/2004 Notes DAP 18/04/2011 - 29/04/2014 | X | X | X |
| Utiliser les armes dans les locaux de détention | D. 267 | X | X | X |
| Faire appel aux FSI pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité | D. 266 | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue objets, substances, outils dangereux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion | Art 5 RI R. 57-6-24 | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue objets et vêtements lui appartenant pour des raisons de sécurité | Art 10 RI, Art 5 RI et note DAP 02/03/2020 | X | X | X |
| Décider que la personne détenue ne porte pas les vêtements qu'elle possède pour des raisons d'ordre, de sécurité ou de propreté | Art 14-I RI R. 57-6-24 | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue matériels et appareillages médicaux pour des raisons d'ordre et de sécurité | Art 19-VIII RI | X | X | X |
| Retenir un équipement informatique appartenant à une personne détenue | Art 20 RI | X | X | X |
| Interdire à une personne détenue de participer aux activités physiques et sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité | R. 57-7-79 | X | X | X |
| Décider de procéder à la fouille (individuelle et non individualisée) des personnes détenues | R. 57-6-24 - Circulaire 15/07/2020 | X | X | X |

| | | | | | | |
|--|--|---|---|---|---|---|
| Demander au procureur de la République une investigation corporelle interne par un médecin, lorsqu'un détenu est soupçonné d'avoir ingéré des substances ou des objets ou de les avoir dissimulés dans sa personne | R. 57-7-82 | X | | | | |
| Décision de mise en œuvre des mesures de contrôle, pour des motifs de sécurité, des personnes accédant à l'établissement pénitentiaire | D.278 et D.406 Note DAP 24/02/2009 | X | X | X | | |
| Décider de soumettre la personne détenue au port de moyens de contrainte et usage de la force | Art 7-III RI R. 57-6-R.57-7-83 | X | X | X | X | X |
| Décider de soumettre la personne détenue au port de menottes ou à des entraves à l'occasion d'un transfert ou d'une extraction | Art 7-III RI R. 57-6-24 | X | X | X | X | X |
| | R. 57-7-5 + | | | | | |
| Discipline | | | | | | |
| Elaborer le tableau de roulement des assesses extérieurs | R. 57-7-12 | X | X | X | X | X |
| Demander le retrait de l'habilitation d'un assesseur extérieur | D. 250 | X | X | X | | |
| Placer un détenu à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement | R. 57-7-18 | X | X | X | X | X |
| Suspendre à titre préventif l'activité professionnelle des détenus | R.57-7-22, R.57-7-5 | X | X | X | X | X |
| Réalisation des enquêtes disciplinaires | R.57-7-14 CPP | X | X | X | X | X |
| Engager des poursuites disciplinaires | R. 57-7-15 | X | X | X | X | X |
| Désigner un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 57-7-25 | X | X | X | X | X |
| Désigner les membres assesses de la commission de discipline | R. 57-7-8 | X | X | X | X | X |
| Présider la commission de discipline | R. 57-7-6 | X | X | X | X | X |
| Prononcer des sanctions disciplinaires | R. 57-7-7 | X | X | X | X | X |
| Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires | R. 57-7-49 à R. 57-7-59 | X | X | X | X | X |
| Dispenser d'exécution, suspendre ou fractionner une sanction disciplinaire | R. 57-7-60 | X | X | X | X | X |
| | | | | | | |
| Isolement | | | | | | |
| Placer provisoirement à l'isolement une personne détenue en cas d'urgence | R. 57-7-65 | X | X | X | X | X |
| Placer initialement une personne détenue à l'isolement et procéder au premier renouvellement de la mesure | R. 57-7-66 R. 57-7-70 R. 57-7-74 | X | | | | |
| Désigner un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 57-7-64 | X | X | X | X | X |
| Lever la mesure d'isolement | R. 57-7-72 R. 57-7-76 | X | | | | |
| Proposer de prolonger la mesure d'isolement, et transmettre la proposition à la DISP lorsque la décision relève de la compétence de la DISP ou du ministre de la justice | R. 57-7-64 R. 57-7-70 | X | | | | |

| | | | | | |
|--|--|---|---|---|---|
| Rédiger un rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement | R. 57-7-67 R. 57-7-68 R. 57-7-70 | X | X | X | X |
| Refuser de communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires. | R. 57-7-64 | X | | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire | R. 57-7-62 | X | X | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement | R. 57-7-62 | X | X | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer aux offices célébrés en détention | Art 7-IRI | X | X | | |
| Quartier spécifique UDV | | | | | |
| Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 57-7-84-5 | X | X | X | |
| Information du placement en UDV à la personne détenue, rédaction de l'avis motivé | 726-2 CPP | X | X | X | |
| Prendre des mesures de sécurité individualisées à l'égard d'une personne détenue placée en UDV | R. 57-7-84-3 | X | X | X | |
| Autoriser une personne détenue placée en UDV à participer à une activité collective au sein de l'UDV | R. 57-7-84-4 | X | X | X | |
| Décider que le culte et les promenades seront exercés séparément des autres détenus placés en UDV chaque fois que des impératifs de sécurité ou de maintien du bon ordre de l'établissement l'exigent | R. 57-7-84-4 | X | X | X | |
| Quartier spécifique QPR | | | | | |
| Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 57-7-84-18 | X | X | X | |
| Information du placement en QPR à la personne détenue, rédaction de l'avis motivé pour le placement, la prolongation ou la sortie | 726-2 CPP R.57-7-84-18, 19 et 22 | X | X | X | |
| Prendre des mesures de sécurité individualisées à l'égard d'une personne détenue placée en QPR | R. 57-7-84-15 | X | X | X | |
| Décider que le culte et les promenades seront exercés séparément des autres détenus placés en QPR chaque fois que des impératifs de sécurité ou de maintien du bon ordre de l'établissement l'exigent | R. 57-7-84-16 | X | X | X | |
| Mineurs | | | | | |
| Placer en cellule la nuit, à titre exceptionnel, une personne mineure avec une personne détenue de son âge soit pour motif médical, soit en raison de sa personnalité | Art 54 RI | X | X | X | X |
| Autoriser, à titre exceptionnel, la participation d'une personne mineure âgée de 16 ans et plus aux activités organisées dans l'établissement pénitentiaire avec des personnes majeures si l'intérêt du mineur le justifie | Art 57 RI | X | X | X | X |

| | | | | | |
|---|----------------------------|---|---|---|---|
| Proposer, à titre exceptionnel, une activité de travail à une personne mineure âgée de 16 ans et plus | Art 57 RI | X | X | X | X |
| Prendre toute décision relative aux modalités de prise en charge d'un mineur, après consultation des services de la PJJ | Art 58 RI | X | X | X | X |
| Mise en œuvre d'une mesure de bon ordre | Note DAP du 19/03/2012 | X | X | X | X |
| Décider de prendre, de refuser ou de lever une mesure de protection individuelle | Art 61 RI | X | X | X | X |
| Présider l'équipe pluridisciplinaire assurant le suivi individuel du mineur | D. 514 | X | X | X | X |
| Gestion du patrimoine des personnes détenues | | | | | |
| Autoriser une personne détenue hospitalisée à détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif | Art 14-II RI | X | X | X | X |
| Désignation des mandataires suppléants du régisseur des comptes nominatifs | R.57-7-88 CPP | X | X | X | X |
| Prise en charge financière de la part restant à la charge de la personne détenue pour l'appareillage, les prothèses ou actes et traitements chirurgicaux | D.367 CPP | X | X | X | X |
| Autorisation de remise à un tiers, désigné par la personne détenue, d'objets lui appartenant qui ne peuvent pas être transférés en raison de leur volume ou de leur poids (ancien D.340) | 24 III RI type (R.57-6-18) | X | X | X | X |
| Refuser de prendre en charge les objets ou bijoux dont sont porteuses les personnes détenues à leur entrée dans un établissement pénitentiaire | Art 24-III RI | X | X | X | X |
| Autoriser la remise ou l'expédition à un tiers, désigné par la personne détenue, des objets et bijoux dont les personnes détenues sont porteuses | Art 24-III RI | X | X | X | X |
| Autoriser une personne détenue à envoyer à sa famille, des sommes figurant sur la part disponible de son compte nominatif | Art 30 RI | X | X | X | X |
| Autoriser une personne détenue recevoir des subsides en argent de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite | Art 30 RI | X | X | X | X |
| Autoriser une personne condamnée à recevoir des subsides en vue d'une dépense justifiée par un intérêt particulier | Art 30 RI | X | X | X | X |
| Fixer la somme qu'une personne détenue placée en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, est autorisée à détenir | D. 122 | X | X | X | X |
| Autoriser une personne condamnée bénéficiant d'un aménagement de peine sous écrou à disposer de tout ou partie des sommes constituant le pécule de libération | D. 324 | X | X | X | X |
| Autoriser une personne condamnée à opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif | D. 330 | X | X | X | X |
| Autorisation au régisseur de prélever toute somme à la demande de la personne détenue | R.57-7-90 | X | X | X | X |
| Opérer une retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés en détention | D. 332 | X | X | X | X |
| Décider de transmettre au régisseur des comptes nominatifs les sommes d'argent trouvées en possession irrégulière d'une personne détenue | D. 332-1 | X | X | X | X |

| Achats | | | | | | |
|---|--|---------------|---|---|---|--|
| Refuser à une personne détenue de se procurer un récepteur radiophonique ou un téléviseur individuel | | Art 19-IV RJ | X | X | X | |
| Refuser à une personne détenue de se procurer un équipement informatique | | Art 19-VII RJ | X | X | X | |
| Refuser à une personne détenue de procéder à des achats en cantine | | | | | | |
| Autoriser, à titre exceptionnel, l'acquisition par une personne détenue d'objets ne figurant pas sur la liste des objets fournis en cantine | | Art 25 RJ | X | X | X | |
| Fixer les prix pratiqués en cantine | | D. 344 | X | X | X | |
| Relations avec les collaborateurs du service public pénitentiaire | | | | | | |
| Fixer les jours et horaires d'intervention des visiteurs de prison | | Art 33 RJ | X | X | X | |
| Suspendre l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves | | D. 473 | X | X | X | |
| Instruire les demandes d'agrément en qualité de mandataire et les proposer à la DISP | | R. 57-6-14 | X | X | X | |
| Suspendre provisoirement, en cas d'urgence, l'agrément d'un mandataire et proposer le retrait de l'agrément sur la base d'un rapport adressé au DI | | R. 57-6-16 | X | X | X | |
| Signer le protocole relatif aux modalités d'intervention de l'établissement public de santé | | D. 369 | X | X | X | |
| Suspendre l'habilitation d'un personnel hospitalier n'exerçant pas à temps plein en cas de manquements graves au CPP ou au règlement intérieur | | D. 388 | X | X | X | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire d'un personnel hospitalier non titulaire d'une habilitation | | D. 389 | X | X | X | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à une personne intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé | | D. 390 | X | X | X | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à un personnel des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite | | D. 390-1 | X | X | X | |
| Informers le directeur de l'établissement de santé des dispositions utiles à prendre en cas d'hospitalisation d'une personne détenue | | D. 394 | X | X | X | |
| Autoriser une personne extérieure à animer des activités pour les détenus | | D. 446 | X | X | X | |
| Organisation de l'assistance spirituelle | | | | | | |
| Déterminer les jours, horaires et lieux de tenue des offices religieux | | R. 57-9-5 | X | X | X | |
| Désigner un local permettant les entretiens avec l'aumônier des personnes détenues sanctionnées de cellule disciplinaire | | R. 57-9-6 | X | X | X | |
| Autoriser une personne détenue à recevoir et conserver les objets de pratique religieuse et les livres nécessaires à la vie spirituelle | | R. 57-9-7 | X | X | X | |
| Autoriser les ministres du culte extérieurs à célébrer des offices ou prêches | | D. 439-4 | X | X | X | |

| Visites, correspondance, téléphone | | | | | | |
|---|--|---------------------------------------|---|---|--|---|
| Délivrer un permis de communiquer à un avocat dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R. 57-6-5 | | R. 57-6-5 | X | X | | X |
| Décision d'octroi ou de rejet de visites au sein des UVF/PF | | R.57-8-13 et 14 Note DAP 4/12/2014 | X | X | | X |
| Délivrer, refuser, suspendre, retirer un permis de visite à une personne condamnée, y compris lorsque le visiteur est un officier public ou ministériel ou un auxiliaire de justice autre qu'un avocat | | R. 57-8-10 | X | X | | |
| Surseoir à faire droit à un permis de visite si des circonstances exceptionnelles obligent à en référer à l'autorité qui a délivré le permis, ou si les personnes détenues sont matériellement empêchées, ou si, placées en cellule disciplinaire, elles ont épuisé leur droit à un parloir hebdomadaire. | | R. 57-8-11 | X | X | | |
| Décider que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation et informer le magistrat saisi du dossier de la procédure pour les prévenus et la CAP pour les condamnés | | R. 57-8-12 R.57-7-46 | X | X | | |
| Décider d'octroyer une visite en parloir familial ou en unité de vie familiale | | R. 57-8-13 R. 57-8-14 | X | X | | X |
| Retenir la correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée | | R. 57-8-19 | X | X | | X |
| Autoriser, refuser, suspendre, retirer l'accès aux dispositifs de téléphonie d'une personne détenue condamnée | | R. 57-8-23 | X | X | | X |
| Restreindre les horaires d'accès au téléphone d'une personne détenue (pour les personnes condamnées) | | | | | | |
| Entrée et sortie d'objets | | | | | | |
| Autoriser le dépôt à l'établissement pénitentiaire de publications écrites et audiovisuelles au profit d'une personne détenue | | Art 19-III, 3° RI | X | X | | X |
| Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues | | R.57-9-8 | X | X | | X |
| Notifier à l'expéditeur ou à la personne détenue le caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet | | Art 32-I RI | X | X | | X |
| Autoriser une personne détenue à recevoir des objets par colis postal ou par dépôt à l'établissement pénitentiaire | | Art 32-II, 3° et 4° RI | X | X | | X |
| Autoriser l'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques | | D. 274 | X | X | | X |
| Activités, enseignement, travail, consultations | | | | | | |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de la formation professionnelle | | Art 16 RI | X | X | | X |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de l'enseignement | | Art 17 RI | X | X | | X |

| | | | | |
|--|------------------------|---|---|---|
| Refuser à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement | D. 436-3 | X | X | |
| Interdiction ou suspension d'activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité | 20 RI type (R.57-6-18) | X | X | X |
| Signer l'acte d'engagement relatif à l'activité professionnelle des personnes détenues et signer la charte d'accompagnement détaillant la mise en œuvre de l'accompagnement socioprofessionnel dans le cadre de l'insertion par l'activité économique | R. 57-9-2 | X | X | X |
| Autorisation, refus ou retrait des personnes détenues à participer à une activité culturelle | D.446 | X | X | X |
| Autoriser une personne détenue à travailler pour son propre compte | 718 D. 432-3 | X | X | |
| Autoriser une personne détenue à travailler pour des associations | D. 432-3 | | | |
| Déclasser ou suspendre une personne détenu en cas d'insuffisance professionnelle | D. 432-4 | X | X | X |
| Fixer les modalités des consultations des personnes détenues dans le règlement intérieur de l'établissement | R. 57-9-2-5 | X | X | X |
| Sollicitation de l'intervention de l'inspection du travail et réponse motivée sur les mesures prises suite au rapport | D.433-8 | X | X | |
| Signer les contrats d'implantation de structures d'insertion par l'activité économique à l'intérieur de l'établissement | D. 433-2 | X | X | |
| Administratif | | | | |
| Certifier conforme des copies de pièces et légaliser une signature | D. 154 | X | X | |
| Mesures pré-sentencielles et post-sentencielles | | | | |
| Modifier les horaires de présence au domicile ou dans les lieux d'assignation des personnes placées sous ARSE, avec l'accord préalable du JI et lorsqu'il s'agit de modifications favorables à la personne mise en examen ne touchant pas à l'équilibre de la mesure de contrôle | 142-9 D. 32-17 | X | X | |
| Modification des horaires d'entrée et de sortie en cas de placement sous surveillance électronique, semi-liberté, placement extérieur et permission de sortir faisant suite à une autorisation accordée au CE par le JAP | 712-8 | X | | |
| Saisir le JAP au fin de retrait de CRP en cas de mauvaise conduite d'une personne condamnée en détention | 721 | X | X | X |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Statuer sur les demandes de permission de sortie d'une personne condamnée majeure lorsqu'une première permission de sortir a été accordée par le JAP en application de l'article 712-5 du CPP, sauf décision contraire de ce magistrat | 723-3 D. 142-3-1 | X | X | |
| Retirer une permission de sortir précédemment octroyée par le chef d'établissement ou son délégué | 723-3 D. 142 | X | X | |
| Procéder à la réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur ou décider la réintégration immédiate en cas d'urgence d'une personne condamnée bénéficiant d'une PS, d'un PE ou d'un PSE en cas d'inobservation des règles disciplinaires, de manquement à l'obligation de bonne conduite ou tout autre incident | D. 124 | X | X | X |
| Accorder une concession pour une durée égale ou inférieure à 3 mois ou concernant un effectif égal ou inférieur à 5 personnes détenues bénéficiant d'une mesure de placement extérieur | D. 133 | X | X | |
| Donner son avis au DSPIP lorsque le JAP a prévu dans son ordonnance que la fixation de la date et des modalités d'exécution d'une PS accordée en vue de la préparation de la réinsertion professionnelle ou sociale du condamné seront fixées par le DSPIP | D. 144 | X | X | X |
| Donner un avis au JAP pour l'examen des RSP du condamné libre sur la partie de la condamnation subie en détention provisoire et saisine du JAP aux fins de retrait de tout ou partie du bénéfice du crédit de réduction de peine, en cas de mauvaise conduite du condamné pendant sa détention provisoire. | D. 147-12 | X | X | X |
| Gestion des greffes | | | | |
| Refus de faire droit à une demande abusive de communication/conservation de documents administratifs | R.57-6-1 Circulaire JUSK 1140031C du 09/06/2011 | X | X | |
| Habiliter les agents du greffe pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIJAIT) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-25-8 CPP et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse du domicile déclaré par la personne libérée | 706-25-9 | X | X | |
| Habiliter spécialement des agents des greffes pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAIS) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-53-6 et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse déclarée de la personne libérée | 706-53-7 | X | X | |
| Habiliter les agents du greffe pour interroger le FIJAIT par un système de communication électronique sécurisé | R. 50-51 | X | X | |
| Régie des comptes nominatifs | | | | |

| | | | | |
|--|-------------------|---|---|---|
| Autoriser le régisseur des comptes nominatifs à nommer un ou plusieurs mandataires suppléants, et à désigner d'autres mandataires parmi le personnel de l'établissement | R. 57-7-88 | X | X | |
| Autoriser le préleveur des comptes nominatifs de toute somme à la demande des personnes détenues | R. 57-7-90 | X | X | |
| Ressources humaines | | | | |
| Déterminer les modalités d'organisation du service des agents | D. 276 | X | X | X |
| Affecter des personnels de surveillance en USMP et SMPR, après avis des médecins responsables de ces structures. | D. 373 | X | X | X |
| GENESIS | | | | |
| Désigner individuellement et habiliter spécialement les personnels pénitentiaires en charge du greffe, en charge de la régie des comptes nominatifs, en charge de l'encadrement ; les personnels de surveillance ; les agents du SPP ; les agents de la PJJ ; les agents de l'éducation nationale ; les personnels des groupements privés agissant dans le cadre de la gestion déléguée ; les personnels des entreprises privées et les personnels de l'unité sanitaire pour accéder à GENESIS dans le cadre de leurs missions | R. 57-9-22 | X | X | |

II. Décisions pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu d'autres textes

| Usage de caméras individuelles | Fondement juridique |
|---|--|
| Désigner les personnels de surveillance autorisés à porter une caméra individuelle pour filmer leurs interventions dans les conditions prévues à l'art. 2 de la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique | Art.1-II du décret n° 2019-1427 du 23 décembre 2019 ¹ |
| Habilitation des agents à l'accès aux données issues des caméras individuelles | décret n° 2019-1427 du 23 décembre 2019 |

¹ Décret n° 2019-1427 du 23 décembre 2019 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage des caméras individuelles par les personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire dans le cadre de leurs missions.

Décisions du Chef d'établissement pouvant faire l'objet d'une délégation de signature
en vertu des dispositions du code de procédure pénale (R. 57-6-24 ; R. 57-7-5) et d'autres textes

I. Décisions pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code de procédure pénale

Déléataires possibles :

- 1 : adjoint au chef d'établissement**
- 2 : « fonctionnaire appartenant à un corps de catégorie A » (directeurs des services pénitentiaires/attachés d'administration/chefs de service pénitentiaire)**
- 3 : personnels de commandement (lieutenants, capitaines, commandants)**
- 4 : majors et 1ers surveillants**

Abréviation : RI = règlement intérieur type des établissements pénitentiaires annexé à l'article R. 57-6-18 du code de procédure pénale